



Vol. III.—No. 13.

MONTREAL, JEUDI, 28 MARS, 1872.

ABONNEMENT, \$3.00.
PAR NUMERO, 7 CENTIMS.

LA PROTECTION.

Dans une lecture que nous faisons, il y a quelques semaines, devant l'Institut des Artisans, nous avons exprimé l'opinion que la protection était nécessaire au développement de l'industrie nationale dans un pays jeune obligé de lutter contre des nations riches et puissantes.

« Pourquoi, disions-nous, l'Angleterre, la France et les Etats-Unis sont-ils des pays si riches et si prospères, si remarquables par leur industrie? C'est parce qu'ils ont compris une des lois de la nature, aussi vraie dans l'ordre politique que dans l'ordre physique, savoir, que ce qui est faible ne peut lutter avec avantage contre ce qui est fort, qu'une industrie naissante ne peut se soutenir contre une industrie fortement enracinée. C'est qu'ils ont eu de grands hommes pour les convaincre qu'un jeune pays où les capitaux sont rares, la main-d'œuvre élevée et la science peu développée, n'est pas en état de produire à aussi bon marché qu'un pays où les capitaux abondent, où l'industrie est arrivée à son apogée, parce qu'alors ce serait la lutte du pot de terre contre le pot de fer. »

La protection a fait des progrès depuis quelques années parmi nous. A la vue de nos campagnes désertes, de nos villes abandonnées, à la vue de ces richesses immenses qui dorment sous nos pieds, on s'est demandé la raison de cet état de choses lamentable, et après avoir réfléchi, on s'est dit: « C'est la protection qui nous manque. »

Mais si la chose est si claire, si la protection est si nécessaire au progrès du pays, comment se fait-il que nous ne l'ayons pas depuis longtemps, et comment se fait-il que des hommes capables y soient encore si opposés? Pour trois raisons bien simples:

10. Jusqu'à ces dernières années, la protection était considérée comme un principe déloyal, contraire aux vœux et aux intérêts de l'Angleterre.

20. Les manufacturiers d'Angleterre et les importeurs du Canada, gens riches et influents, avaient bien garde de laisser prévaloir, dans notre pays, un principe contraire à leurs intérêts. La grande question, pour eux, était d'empêcher qu'on produise ici ce qu'ils nous vendent à si grands profits.

30. L'opinion publique était dirigée par des hommes qui, venus d'Angleterre avec des idées toutes faites, n'ont pas eu assez de largeur d'esprit pour comprendre que ce qui est bon pour un pays, n'est pas toujours bon pour un autre placé dans des circonstances bien différentes. Ils oublièrent que l'Angleterre n'est devenue libre-échangiste, qu'après avoir développé ses manufactures, au moyen d'une protection exagérée, à un tel point qu'elle pouvait fabriquer à meilleur marché que toutes les autres nations. Ils veulent que les mêmes effets se produisent ici sans accepter les mêmes causes.

Mais ce n'est pas la seule contradiction des libres-échangistes dans ce pays.

On en voit qui préchent la protection en même temps qu'ils se prononcent pour l'annexion ou un zollverein. Ils n'ont pas l'air de s'apercevoir que dans l'un ou l'autre cas il leur faut accepter le tarif américain, c'est-à-dire le tarif le plus protecteur qui soit au monde.

C'est certainement la source des idées erronées qui ont entravé le développement de notre industrie nationale.

Des hommes de talent ont entrepris depuis plusieurs années de détourner ce courant fatal à notre avenir, de déraciner ce rameau du libre-échange implanté dans ce pays par des mains intéressées ou inhabiles.

Citons en particulier, M. McLean qui a résumé, il y a quelques années, dans un pamphlet-remarquable, tout ce qu'on peut dire en faveur de la protection, et combattu victorieusement les erreurs des libres-échangistes. Il a continué de lutter vaillamment dans la presse du Haut et du Bas-Canada et enroulé sous le drapeau de la protection de nombreux partisans.

Plusieurs journaux, le *Telegraph* de Toronto, le *People's Journal*, le *Star*, la *Gazette de Montreal* et le *Northern Journal* sont venus à la rescousse, et de fait, aujourd'hui il ne reste plus à la cause du libre-échange que des partisans à moitié vaincus, mais honteux de désavouer des opinions préconçues.

De fait la question est bien simple, quand on la dégage du mirage trompeur d'une théorie dont l'application doit être réglée par l'âge, les forces et la fortune d'un pays.

Les libres-échangistes ne nient pas que la protection soit un moyen efficace d'encourager l'industrie; ils sont forcés d'admettre que, malgré toutes nos richesses industrielles, nous n'aurons pas de manufactures tant que l'étranger pourra nous vendre à meilleur marché que nous pouvons produire. Mais ils prétendent qu'une industrie qui n'est pas en état de se soutenir d'elle-même n'est pas un avantage pour un pays, parce que ce sont les consommateurs qui paient les droits nécessaires pour la faire vivre: en d'autres termes que l'intérêt d'une nation étant d'acheter au meilleur marché possible, la protection qui élève le prix des objets lui est contraire.

Voilà le grand argument des libres-échangistes, la théorie féconde qui a enfanté tant de discours et même tant de livres. On la retrouve partout, sous toutes les formes, et lorsqu'il s'agit de gagner les sympathies du peuple à la cause du libre échange, on ne manque pas de dire que la protection a pour but de favoriser quelques manufacturiers aux dépens des classes pauvres et des cultivateurs en particulier.

Je n'ai pas besoin de m'enquérir si ces arguments n'ont pas de la valeur, lorsqu'il s'agit d'un pays riche où l'industrie est en pleine opération, nous nous occupons de savoir, dans le moment, si la protection n'est pas nécessaire pour la créer dans un pays où elle n'existe pas encore.

Or, sur ce terrain notre position est inattaquable et fortifiée par les aveux des pères du libre échange. Stuart Mill reconnaît sans réticence que pour faire surgir l'industrie, pour faire partir les manufactures, la protection est utile. Adams Smith et plusieurs autres laissent percer la même opinion à travers tous les arguments qu'ils ont entassés contre la protection.

Ceux qu'ils ont inspirés ne sont pas toujours aussi sages; il est vrai que c'est un peu la coutume que les élèves aillent plus loin que les maîtres.

Mais, quand bien même nous n'aurions pas l'appui de ces hommes célèbres qui embrouillent souvent les questions à force de les approfondir, surtout lorsqu'ils les traitent en vue de quelque théorie politique dont ils poursuivent la réalisation, le simple bon sens et l'expérience suffissent pour nous apprendre qu'aux arguments plus

haut mentionnés, on peut répondre de la manière suivante:

10. Cette élévation du prix des choses qu'on frappe de droits n'est pas aussi considérable qu'on le dit, lorsque ces droits sont établis avec intelligence, et elle ne dure pas longtemps, car la protection donnant l'essor à l'industrie, la compétition ne tarde pas à abaisser les prix. Rien n'empêche, une fois que les industries sont en bonne voie, de diminuer la protection qu'on leur donnait. Tournez l'esprit d'entreprise et les capitaux de ce côté-là, tentez-les par l'appât du gain et laissez-les faire ensuite, si vous le voulez.

20. On oublie qu'il ne s'agit pas de protection contre les choses de première nécessité, mais contre certains produits dont l'exploitation ou la fabrication peut se faire ici, que cette élévation des prix ne pourrait être ressentie, par conséquent, que par certaines classes de la société. Si, par exemple, on élève les droits de vingt par cent sur les fers, il n'y a que ceux qui font usage du fer en quantité considérable qui pourraient en souffrir. Il en serait de même du verre, du cuir, etc.

30. L'élévation des prix sur certains articles est-elle à comparer à l'augmentation de richesse que la fabrication de ces articles produirait? Supposons que, moyennant un droit de vingt pour cent, nous produisions pour dix millions de fer que nous importons, ne vaudrait-il pas mieux pour le pays payer ces vingt pour cent, savoir deux millions, et gagner la balance de huit millions? Et ces deux millions, même, le pays ne les paie pas réellement, il en a le bénéfice puisqu'il les garde.

Une balle de marchandises importée d'Angleterre coûte \$100. C'est une somme de \$100 perdue pour le pays. Moyennant un droit de vingt pour cent, cette balle de marchandises est manufacturée dans le pays, elle coûte, avec les droits, \$120: ce sont \$120 qui restent ici et dont chacun a sa part, qui passent des mains du manufacturier et de ses ouvriers dans celles du marchand, de l'épicier et du cultivateur. Ce n'est plus \$120, c'est une somme qui se double, qui se triple et se quintuple par la circulation. Au lieu d'une balle de marchandises, mettez-en 100,000, et comparez la part de droits de chacun avec sa part de profits.

D'après la manière de raisonner des libres-échangistes, le marchand ne devrait jamais augmenter ses affaires dans la crainte d'augmenter ses dépenses, tout homme devrait éviter avec soin de devenir propriétaire pour ne point payer de taxes, etc.

Voici une industrie qui peut employer vingt à vingt-cinq mille ouvriers, jeter dans le pays une quinzaine de millions de piastres par année, augmenter les revenus du marchand, de l'épicier et du cultivateur de vingt ou trente pour cent. Mais pour établir cette industrie il faudrait taxer les produits de l'étranger. « Arrêtez, crie le libre-échangiste, vous allez augmenter le prix de ces produits. » On aura beau lui répondre qu'on paiera dix pour avoir trente, c'est inutile.

—Il faut attendre pour établir cette industrie qu'elle soit capable de se soutenir d'elle-même.

—Mais la population n'a pas de travail, elle émigre en masse pour en chercher!

—C'est égal, reprend le libre-échangiste, il vaut mieux laisser un pays se dépeupler que d'augmenter le prix du fer, de l'acier ou du coton.

Magnifique raisonnement! Et dire que c'est à cela que